

ne de l'entreprise publique, par exemple pour une société d'État comme Petro-Canada.

Le député de Davenport a déclaré qu'il était particulièrement mécontent qu'on lui ait refusé le droit de parler sur le projet de loi concernant la privatisation de Petro-Canada du fait de la motion de clôture imposée par le gouvernement. Naturellement, nous sommes nous aussi assez mécontents de la clôture au sujet de ce très important projet de loi visant à privatiser notre société pétrolière nationale.

On peut lire dans les journaux d'aujourd'hui que les bénéfices de Petro-Canada, pour les neuf mois se terminant le 30 septembre, sont passés de 1 million de dollars l'année dernière à 80 millions. Le ministre de la Privatisation et des affaires réglementaires, lorsqu'il a présenté le projet de loi sur Petro-Canada, plus tôt cette année, indiquait que la société ne faisait pas de bénéfices et que c'était un bon moment pour la privatiser.

Aujourd'hui, avec l'augmentation du prix du pétrole et le fait que Petro-Canada soit encore plus pressée que les autres sociétés d'augmenter les prix de l'essence, ce qui a fait passer ses bénéfices à 80 millions, cette année, je demande au député de Davenport s'il pourrait nous dire pourquoi il n'appuie pas le gouvernement dans ses efforts de privatisation? Pourquoi veut-il conserver Petro-Canada comme société d'État?

M. Caccia: Madame la Présidente, la raison pour laquelle je veux maintenir Petro-Canada telle qu'elle est serait longue à expliquer. Mais en bref, pour répondre à la question du député de The Battlefords—Meadow Lake, c'est parce que Petro-Canada a un avenir incroyable devant elle et un rôle à jouer au nom du public canadien dans les décennies prochaines, en raison des questions environnementales telles que le réchauffement global qui commence à se manifester et parce que nous devons trouver des façons de réduire notre dépendance à l'égard des carburants fossiles, et par conséquent créer ou développer de nouvelles sources d'énergie.

Je suis persuadé que le député est au courant de toutes ces choses. Je ne sais pas s'il veut des renseignements ou s'il veut simplement me donner la possibilité de parler un peu plus de Petro-Canada.

Initiatives ministérielles

Quoi qu'il en soit, la dernière chose que nous devrions faire, c'est la vendre. Au contraire, nous devrions renforcer et élargir son mandat. Je vois que le député d'Edmonton, qui a fait d'excellents discours sur ce sujet à de nombreuses occasions, est ici. Nous sommes pas mal du même avis là-dessus.

Je voudrais aussi rappeler au député de The Battlefords—Meadow Lake que c'est un gouvernement libéral qui a acheté Harbourfront ou qui, du moins, s'est engagé à l'acheter en 1972, car il s'était rendu compte à cette époque qu'il fallait faire quelque chose pour que le public ait une fenêtre, pour reprendre cette expression, un accès au lac. C'est cela qui rend cette mesure particulièrement détestable.

M. John Nunziata (York-Sud—Weston): Madame la Présidente, je voudrais saisir cette occasion pour féliciter le député du discours qu'il vient de prononcer ici au sujet du projet de loi C-73. Comme vous le savez, le député de Davenport est un vétéran parmi nous. Il est à la Chambre depuis de nombreuses années et lui et le député de Broadview—Greenwood sont ici aujourd'hui pour la même raison que moi. Nous sommes tous députés de la région de Toronto. Nous n'avons pas souvent l'occasion de parler d'une question qui touchera directement les 2,5 millions de personnes qui habitent le grand Toronto.

Nous sommes bouleversés du fait que le gouvernement songe à l'heure actuelle à privatiser Harbourfront. Il me semble qu'il ignore totalement la situation à Harbourfront et le pire, c'est que c'est un député conservateur de la région de Toronto, le député de Brampton, qui a présenté ce projet de loi.

Le député de Davenport peut-il dire à la Chambre ce qui s'est produit sur le bord du lac ces dernières années, parce qu'on y a autorisé des travaux d'expansion sans que le gouvernement ait suffisamment de mainmise sur la situation? Il sait, comme tous les députés de Toronto, que le secteur privé a détruit le quartier du port, dans une certaine mesure, à cause de l'expansion libre qui y a eu lieu.

Le député peut sans doute expliquer à la Chambre, pour le bénéfice de ceux qui ne viennent pas de la région de Toronto, ce que le secteur privé a fait à ce quartier et s'il estime qu'il existe des possibilités de sauver sa beauté pour les générations futures de Torontois.